

ARRÊTÉ N° 2023_341

RELATIF AU PRIX DE JOURNÉE 2023 DU SERVICE APPARTEMENTS DES NOUVEAUX CÈDRES SIS 12 AVENUE PASTEUR, 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE ET GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION DROIT D'ENFANCE FONDATION MÉQUIGNON

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-1, L. 313-1-1, L. 313-3 à L. 313-8, L. 314-1, L. 314-6 à L. 314-8, relatif à l'autorisation, la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312.1 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 86.17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n°2018-445 du 24 octobre 2018 portant transfert des autorisations de l'établissement Les Nouveaux Cèdres sis 10 avenue Jeanne d'Arc, 93600 Aulnay-sous-Bois géré par l'association CFPE établissements à l'association fondation Méquignon-Droit d'Enfance sise 16 route de l'Abbé Méquignon, 78990 Elancourt ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président de Conseil départemental n° 2021-271 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber, directeur général des services du Département ;

Vu la convention du 28 décembre 2018 relative au paiement en prix de journée globalisé pour le service d'accompagnement à l'autonomie de l'établissement Les Nouveaux Cèdres géré par l'association Droit d'Enfance ;

Vu les propositions budgétaires pour l'exercice 2023 transmises le 2 novembre 2022 par l'association Droit d'Enfance, Fondation Méquignon ;

Vu la décision budgétaire pour l'exercice 2023 transmise le 21 juillet 2023 ;

Vu le dernier courrier de la procédure contradictoire en date du 17 août 2023 ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. - Pour l'exercice 2023, les recettes et dépenses prévisionnelles du service appartements des Nouveaux Cèdres sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant en €	Total en €
DÉPENSES	GROUPE I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	147 179,23	1 220 692,97
	GROUPE II : Dépenses afférentes au personnel	742 923,06	
	GROUPE III : Dépenses afférentes à la structure	330 590,68	
RECETTES	GROUPE I : Produits de la tarification	1 096 427,75	1 096 427,75
	GROUPE II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	GROUPE III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

ARTICLE 2. - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en reprenant le résultat suivant :

- Compte 1151 pour un montant de 124 265,22 €.

ARTICLE 3. - Pour l'exercice budgétaire 2023, le prix de journée du service appartements des Nouveaux Cèdres géré par l'association Droit d'Enfance, Fondation Méquignon, 16 route de l'Abbé Méquignon, 78990 Elancourt et dont le n° SIRET est le 78 506 291 000 068 est fixé à 175,65 €

Le prix de journée moyen applicable du 1^{er} juillet au 31 décembre 2023 est fixé à 197,83 €.

En application du IV bis de l'article L. 314-7 du Code de l'action sociale et des familles, il est calculé en prenant en compte les produits prévisionnels versés sur la base de l'exercice précédent entre le 1^{er} janvier et la date d'effet du présent arrêté.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2024 et dans l'attente d'une nouvelle décision, le tarif applicable à compter du 1^{er} janvier 2024 est de 175,65 €.

ARTICLE 4. - Le prix de journée globalisé est versé selon les modalités suivantes pour l'exercice en cours :

- versement de dotations mensuelles calculées en fonction de l'activité autorisée pour l'année N

- régularisées en deux fois :

(1) en année N en prenant en compte l'activité constatée des premiers mois de l'année N,

(2) en année N+1 en prenant en compte l'activité constatée des derniers mois de l'année

N.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2024 et dans l'attente d'une nouvelle décision, le douzième mensuel à compter du 1^{er} janvier 2024 est de 91 368,98 € (produits de la tarification/12).

ARTICLE 5. - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Île-de-France sis : TITSS Conseil d'État 1 place du Palais Royal, 75100 Paris cedex 01, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 6. - Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

ARTICLE 7. - Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le